



Conférence de presse de M. Gérard Larcher

Président du Sénat

Propos introductif

Jeudi 6 septembre 2018

Merci à tous pour votre présence au Sénat aujourd'hui.

L'actualité de ces derniers jours a démontré à quel point les rentrées politiques se suivent mais ne se ressemblent pas.

Vous en êtes les premiers observateurs...

Beaucoup pensaient et certains espéraient que la trêve estivale pourrait gommer les « effets collatéraux » de l'affaire Benalla...

Cette affaire a semé le doute sur la République « exemplaire » qu'on nous avait promis et affecté l'image du Président.

Elle a été l'expression d'une crise plus grave qui tient au mode de fonctionnement de la Présidence de la République et à la façon personnelle du chef de l'Etat d'exercer son mandat.

Il faut dire qu'il y a un certain cumul : Benalla, Hulot, le budget, le prélèvement à la source...

Cette rentrée ne se fait pas sous les meilleurs auspices.

Cette séquence est mauvaise pour l'exécutif. Elle était prévisible. Elle n'est en réalité que la conséquence d'une « illusion » :

Le « **En même temps** » et les limites de ce concept dit « novateur » !

L'illusion d'un « monde nouveau » qui serait débarrassé des conservatismes, des pesanteurs, des « arrangements » d'un ancien monde qui tel l'Atlantide aurait disparu avec l'élection de 2017.

- Prôner une république exemplaire et, « **en même temps** »... des passe-droits inexplicables et des nominations discutables.
- Affirmer une volonté réformatrice à toute épreuve et, « **en même temps** », ne pas affronter l'obstacle d'une réduction indispensable de la dépense publique et de la pression fiscale.
- Insister sur le retour d'un exécutif qui décide et, « **en même temps** », donner le spectacle d'atermoiements sous forme de psychodrame sur le prélèvement à la source.
- Annoncer un pacte de confiance entre l'Etat et les territoires et, « **en même temps** », tenir une « Conférence nationale des territoires » sans les maires, les départements et les régions...
- Imaginer une modernisation de notre Constitution et de nos institutions pour un meilleur fonctionnement de notre démocratie et, « **en même temps** », porter atteinte aux droits du Parlement et à la représentation des territoires.

Je pourrais poursuivre et multiplier les exemples qui illustrent les échecs de ce « **en même temps** ».

Le coup est rude pour l'Exécutif et le jugement des Français est sévère si j'en crois les dernières enquêtes d'opinion.

Après la démission brutale de Nicolas Hulot et celle contrainte de Laura Flessel, cette rentrée s'annonce délicate pour l'Exécutif. En vérité, le plus dur reste à faire :

- L'élaboration du budget 2019 qui devra tenir compte d'une prévision de croissance plus faible que celle qui avait été envisagée, d'une inflation proche de 2 %, de la contrainte liée à nos engagements européens sur la réduction ou la stabilisation de notre déficit public, de la santé encore fragile de notre économie...
- La réforme de l'indemnisation du chômage avec une dette de 35 milliards de l'Unedic,
- La réforme des retraites,
- La révision constitutionnelle qui s'est brutalement arrêtée en fait Place de la Contrescarpe (un jour de 1er mai).

Je n'ai pas changé de position sur la révision constitutionnelle. J'ai maintes fois répété que j'y étais favorable à 3 conditions :

- 1) Aucune atteinte aux droits du Parlement et au bicamérisme, ce qui n'est pas refuser de moderniser son fonctionnement. Les derniers évènements ne peuvent que conforter cette position ...
- 2) Juste représentation de tous les territoires tout en conduisant une réduction raisonnée du nombre de Parlementaires.
- 3) Examen **en bloc** des textes : constitutionnel, organiques et ordinaires qui forment **un triptyque**.

Nous attendons maintenant la décision du Gouvernement sur ces points.



Nous attendons par ailleurs **l'élection du prochain Président ou Présidente** de l'Assemblée nationale.

Toutes ces réformes devront être engagées dans un environnement nouveau pour l'Exécutif : une confiance fortement à la baisse, des marges inexistantes de nos finances publiques et une relation de défiance qui perdure avec les élus locaux et les corps intermédiaires (cf. l'été des démissions des maires et les réserves de certains partenaires sociaux...).

Je crois que la page de l'hypercommunication, des effets d'annonces et d'un exercice solitaire du pouvoir se tourne !

Voici venu le temps de commencer à évaluer les résultats concrets. Quand les Français auront à juger de l'action du Gouvernement, ils le feront sur les résultats qui ont été obtenus.

Je continue à penser que les Français n'étaient pas réfractaires à la réforme, qu'ils acceptaient même que leur situation personnelle puisse être moins bonne mais à la condition que la France aille mieux et que les efforts soient partagés.

Aux difficultés de cette rentrée va s'ajouter la crise que traverse l'Europe. **Une Europe** paralysée par le poids de sa technostucture, de son incapacité à se réinventer, du fossé qu'elle a créé avec ses citoyens, **alors qu'elle a de formidables défis à relever.**

Une Europe qui souhaiterait détourner son regard de la crise migratoire pour ne pas avoir à imaginer des solutions, mais les peuples vont l'exiger.

Une Europe qui a laissé pendant 4 ans l'Italie gérer seule l'afflux de migrants par manque de la plus élémentaire des solidarités et de courage.

Si nous ne prenons pas les mesures qui s'imposent, la crise migratoire, **qui est avant tout un drame humain**, peut amener l'Europe à sa déconstruction. Je le dis très clairement.

Le droit d'asile qui est inscrit dans nos valeurs est dévoyé :

- Les déboutés du droit d'asile ne sont majoritairement pas reconduits dans leur pays d'origine.
- Et si nous ne prenons pas les mesures qui s'imposent, nous nous réveillerons un jour Italiens, Autrichiens Hongrois ou Slovènes. L'Espagne est devenue la nouvelle Italie !

Nous avons aussi à gérer le défi du Brexit avec des conséquences lourdes pour l'Europe et les Britanniques, ainsi que la caricature de deux Europes : une Europe populiste et l'autre qui serait éclairée ou progressiste.

J'aurais préféré dresser un tableau plus optimiste pour cette rentrée.

Cette situation est inquiétante pour notre pays.

Nous serons au Sénat toujours fidèles à ce que nous sommes :

Nous ne disons jamais oui par dogmatisme et non par discipline.

Nous serons toujours aux côtés du Gouvernement quand il s'agira de protéger les Français, améliorer la compétitivité de nos entreprises ou soutenir les mesures pour relancer l'emploi et augmenter le pouvoir d'achat. Mais nous serons inflexibles à chaque fois que nous estimerons que le Gouvernement fait fausse route.



Je voudrais vous parler de la rentrée des Républicains que certains d'entre vous ont qualifié de rentrée « façon Puzzle ».

Ce n'est pas nouveau !

Laurent Wauquiez fait le Mont Mezenc depuis 2012, Bruno Retailleau à la Baule depuis 2015, c'est aussi vrai pour le Touquet. Si c'est une première pour Valérie Pécresse, son mouvement n'a été créé que cette année.

Pourtant, si je comprends que les sensibilités se réunissent, débattent, ce qui est légitime, je regrette qu'une rentrée du mouvement ne soit pas organisée.

Je souhaite que la prochaine rentrée des Républicains se fasse rassemblée, ce qui n'empêchera pas des réunions spécifiques des différents clubs et think tank. Et cette attente, cette demande de rassemblement je la sens chez les militants, les sympathisants et nos électeurs.

Je reste convaincu que la force d'un mouvement politique est sa capacité à rassembler, dans le respect de ses sensibilités !

Je suis resté aux Républicains non par habitude ou confort, rien ne serait pire qu'un « no man's land » entre la République en marche et le Rassemblement national. Je crois que nous pouvons incarner une force d'alternance crédible et je serai toujours un avocat du rassemblement.

Je suis aussi convaincu que nous devons, comme nous le faisons ici quotidiennement au Sénat, retrouver les voies d'un dialogue avec les familles centristes. J'irai d'ailleurs ce samedi aux Universités d'été de l'UDI.

Voilà, j'ai voulu ce bref propos introductif pour nous laisser du temps aux questions que vous souhaitez me poser, c'est à vous.

Seul le prononcé fait foi